

Gilbert TRAUSCH



Comment les Luxembourgeois sont devenus une nation

Monsieur Gilbert TRAUSCH est directeur de la Bibliothèque nationale et en tant que historien spécialiste de l'histoire contemporaine.

Quatre pages dactylographiées pour placer le sentiment national luxembourgeois dans sa perspective historique, cela tient à la fois de la gageure et du défi.

Partons d'une évidence: L'existence de ce sentiment de nos jours. Nombre de nos compatriotes ont risqué... et donné leur vie pour en témoigner il y a à peine quarante ans. Sa vigueur ne semble pas avoir été entamée en profondeur ni par l'intégration européenne avec ses perspectives supranationales ni par le mouvement de contestation des années soixante. La résurgence du fait national - ici comme ailleurs où parfois il prend une couleur régionale - est un phénomène d'observation courante, l'intention des autorités de proclamer le luxembourgeois comme langue nationale des Luxembourgeois en est une dernière manifestation.

Dans le cas luxembourgeois ce sentiment national est lié à un territoire exigu (2586 km²) et à un petit nombre d'acteurs (à peine 270 000 si on décompte les 90 000 étrangers).

Ce territoire nous oblige à un retour en arrière, vers les origines, car pour faire une nation il faut d'abord une terre. La nôtre apparaît dans les brumes du 10^e siècle dans la vallée de l'Alzette au moment où le "castellum Lucilinburhuc" lui

donne un nom. Les premiers linéaments de ce territoire sous la première maison comtale (11^e siècle) se dessinent autour de trois vallées: l'Alzette, la Sûre et la Moselle, trois rivières que Michel Lentz chantera huit siècles plus tard dans la Hémécht, car elles sont la meilleure définition et description de la terre luxembourgeoise.

Cette terre se développe dans le cadre féodal du Moyen Age, elle s'étend dans l'espace (pour atteindre jusqu'à 10 000 km² au milieu du 14^e siècle et comprendre deux parties linguistiques d'étendue sensiblement égale) et se transforme en une principauté (comté d'abord, duché ensuite) plus ou moins autonome. Rien d'original dans cette évolution, elle est commune à la plupart des principautés qui se forment dans cet espace lotharingien. A côté de principautés comme le Brabant, Liège ou Trèves, le Luxembourg fait plutôt figure de parent pauvre. Avec les ducs de Bourgogne (2^e moitié du 15^e siècle) le Luxembourg entre dans le cadre des Pays-Bas, genre de confédération de principautés reliées entre elles en union personnelle (le même souverain). La logique de l'histoire aurait voulu qu'il en partageât le sort jusqu'au bout, ce qui en aurait fait une Province de la Belgique actuelle.

A la fin du Moyen Age on voit apparaître la notion de "patrie" luxembourgeoise, signe d'une vague solidarité, liée à l'organisation institutionnelle du territoire (Etats; Conseil provincial; perception de l'impôt, cette dernière étant, oh ironie,



Entrée des chasseurs luxembourgeois dans la capitale après le départ de la garnison prussienne.

un puissant facteur unificateur). C'est en fait l'expression de "pays" qui s'impose dans la terminologie et se maintient jusqu'à la Révolution française. Le pays de Luxembourg développe un particularisme très prononcé au cours de l'Ancien Régime et la conscience d'être "distinct" est restée très vive. Mais là encore, rien de profondément original, car on retrouve les mêmes caractéristiques dans les autres provinces des Pays-Bas. Peut-être le particularisme luxembourgeois était-il favorisé par la position géographique excentrique du pays que le massif ardennais séparait très sensiblement (faiblesse des moyens de communication) du reste des Pays-Bas. Mais à discuter en termes de particularisme dans cet espace à la fin du 18^e siècle, la palme reviendrait incontestablement à Liège (qui d'ailleurs ne faisait pas partie des Pays-Bas) et non à Luxembourg. De toute façon, pour l'un comme pour l'autre, la Révolution française passe comme un rouleau compresseur. Simple circonscription administrative au vocable enchanteur de département des Forêts, le nom même de Luxembourg a disparu des cartes.

De ce Luxembourg tel qu'il se présente à ce passage du 18^e au 19^e siècle, on aimerait retenir, pour notre propos, deux caractéristiques: La première, c'est l'absence de tout rôle que semble jouer en ces temps-là la question linguistique. Dans l'état actuel de la recherche on ne remarque face aux grands problèmes (p.ex. Réforme religieuse ou Révolution française), aucune différence d'attitude des Luxembourgeois selon leur appartenance linguistique. Or on connaît - au moins depuis l'école romantique des Herder et Grimm - l'impact profond du facteur linguistique, mais il ne peut agir que si les populations intéressées ont atteint une certaine maturité intellectuelle à laquelle les Luxembourgeois d'alors n'étaient manifestement pas arrivés. La deuxième caractéristique touche aux structures mentales de l'époque. Aucun Luxembourgeois, mettons de 1780 ou de 1810, ne pouvait imaginer l'existence d'un Luxembourg en tant qu'Etat indépendant, nettement séparé de ses voisins. Un contemporain ne pouvait entrevoir un Luxembourg qu'intégré dans un ensemble plus vaste, que ce soient les Pays-Bas sous un Habsbourg ou la France sous un Empereur. L'historien est toujours à la merci d'une trouvaille, mais pour avoir bien fouillé les archives de l'époque, je ne suis que plus à l'aise pour avancer la thèse de cette "barrière mentale" qui bouche l'horizon de nos ancêtres.

Particularisme luxembourgeois oui, un Etat non! En

EXPOSÉ

DES BONS RÉSULTATS

DE

NOTRE AUTONOMIE,

AVEC D'AUTRES NOTES HISTORIQUES

SUR LA PÉRIODE DE 1848 à 1867,

PAR

J. ULVELING,

CONSEILLER D'ÉTAT ET MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE, ANCIEN MEMBRE DU GOUVERNEMENT.

toute logique ils semblent souhaiter, à l'écroulement de l'hégémonie napoléonienne, un retour des Habsbourg. Il faut les habiles dosages du Congrès de Vienne pour qu'un Etat grand-ducal sorte des calculs des diplomates un peu comme le lapin du chapeau du prestidigitateur. Les Luxembourgeois de 1815 ont-ils salué par une explosion de joie la naissance de ce grand-duché indépendant? Pas du tout, c'est l'indifférence et l'incrédulité. Le roi grand-duc Guillaume I^{er} ne leur donne-t-il pas raison quand, au mépris des stipulations de Vienne, il traite le grand-duché comme une simple province du royaume des Pays-Bas? En 1830, quand éclate la Révolution belge, et en 1839, quand les Puissances règlent le contentieux belgo-hollandais, les Luxembourgeois optent pour la Belgique. Une fois de plus on ne tient pas compte de leurs vœux.

Pas de manifestation d'un sentiment national en ce premier tiers du 19^e siècle! Et pourtant, après 1839, son éclosion va être étonnamment rapide: 1859 le refrain du Feiwon, en 1870 des pétitions massives de la quasi-totalité de la population mâle en faveur du maintien de l'indépendance.

Cette naissance si rapide d'un sentiment collectif aussi complexe n'aurait pas été possible si les esprits n'avaient pas été mûrs. Que faut-il en effet pour faire une nation? Il faut un territoire, une langue et un passé commun. J'ajouterais volontiers, dans le cas luxembourgeois, un quatrième élément: la bonne volonté des Etats voisins.

Commençons par le territoire. Il a d'abord fallu le délimiter par rapport à nos voisins. En fait, ce sont eux qui se sont chargés de la besogne en trois partages successifs (1659, 1815 et 1839). Mais enfin, depuis 1839 les Luxembourgeois possèdent un territoire bien à eux dont les horizons vont rapidement leur devenir familiers.

Il faut une langue commune à tous les membres de la communauté. Or non seulement les Luxembourgeois sont en train de découvrir la leur avec le premier livre imprimé en luxembourgeois (1829) et leur premier dictionnaire (1847), mais depuis le partage de 1839 leur territoire a cessé d'être bilingue, ce qu'il avait été sans interruption depuis le milieu du 12^e siècle. L'unité linguistique est évidemment un puissant stimulant pour l'éveil de cette petite communauté (175 000 en 1839). Personne mieux que Paul Eyschen n'a décrit cette fonction de rassembler de la langue: "Haut ass ons Sprösch, zenter dass se geschriewe

get a gedreckt, dāt Band, wāt d'Letzeburger och fir Zo'konft zesummen hëllt." (1893)

En ce premier tiers du 19^e siècle a débuté un phénomène de promotion culturelle et linguistique du "Lëtzebuergesch" qui n'a pas encore trouvé son stade terminal en 1982. Le fait national luxembourgeois est en grande partie un fait culturel, cet adjectif étant pris dans un sens très large.

Il faut un passé commun. Pas de nation sans histoire! Un passé riche de souffrances et de joies, riche aussi de figures hors du commun, d'exploits héroïques que l'imagination populaire peut transformer en personnages légendaires et en images d'Epinal. Pas de Luxembourgeois, si illettré soit-il qui ignore Jean l'Aveugle et le Klëppelkrich. Et comment ne pas évoquer ici le rôle du culte marial, si profondément enraciné dans la piété populaire! L'année 1845 avec la fondation de la Société pour la conservation et la recherche des monuments archéologiques (ancêtre de l'actuelle Section historique de l'Institut grand-ducal) consacre pour ainsi dire l'importance de la mémoire collective. Les monuments aux morts sont, hélas un autre jalon indispensable de la mémoire collective et, sous ce rapport-là, l'Allemagne nazie a grandement contribué à l'affermissement du sentiment national luxembourgeois.

La bonne volonté de nos voisins. On ne peut pas dire qu'ils nous aient beaucoup gâtés sous ce rapport-là. Que ce soit l'Allemagne de Bismarck ou celle de Hitler, une "nation luxembourgeoise" lui paraissait toujours comme quelque chose de choquant (une ethnie - "Stamm" qui renie son "Volks-tum") et de risible (la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le boeuf). La France de Napoléon III et de la III^e République a toujours pensé que l'exaltation francophile de certains milieux lui tenait lieu d'opinion publique. La Belgique a cherché dans le souvenir d'un passé commun les arguments d'une plus grande Belgique, mais a depuis douloureusement éprouvé les vicissitudes de tout clivage linguistique. C'est finale-

ment la rivalité des voisins qui a sauvé le Luxembourg. Ces efforts communs de la France et de la Belgique en 1914 ont empêché l'Allemagne de s'annexer le Luxembourg, la rivalité franco-belge en 1918-1919 a préservé le Luxembourg du "retour" à la Belgique. Ce n'est que depuis 1945 et à la suite de la reconciliation franco-allemande que le Luxembourg vit à l'abri de toute crainte d'annexion.

Ce n'est donc pas simplement le territoire qu'il a fallu délimiter contre les voisins mais la nationalité luxembourgeoise toute entière. De là le côté négatif que le sentiment national a gardé jusqu'à 1945. Ni Français ni Belges ni Allemands, donc: Luxembourgeois! Mais avant d'en arriver là, que de doutes à l'intérieur des frontières luxembourgeoises elles-mêmes. Etait-il raisonnable, au siècle des nationalismes et des impérialismes, de croire en la survie politique d'une communauté numériquement si faible, placée sur un site stratégiquement et économiquement intéressant? Aussi nos voisins ont-ils longtemps su ou cru trouver des groupes d'appui à l'intérieur du Luxembourg même. Il a fallu du temps pour que les esprits avertis se rendent compte que des sympathies plus prononcées pour l'un ou l'autre de nos voisins - ou plutôt pour l'offre culturelle qu'il présente - ne sont nullement un signe d'allégeance et donc parfaitement compatibles avec le patriotisme luxembourgeois.

La petite dimension de la communauté luxembourgeoise a longtemps empêché la nation d'être prise au sérieux par les observateurs de l'extérieur. C'est que la démographie est un facteur capital des relations internationales. Les Luxembourgeois d'aujourd'hui qui limitent si dangereusement leur descendance s'en rendent-ils compte?

Il est vrai que d'aucuns parmi eux prétendent qu'il ne serait, au fond, pas si grave si la nation luxembourgeoise en venait à s'éteindre. Auraient-ils raison?

Gilbert TRAUSCH